honoré Seigneur & Bisayeul, y ajouta des peines sévères par ses Lettres Patentes en forme d'Edit du mois de Décembre 1666. Il est d'ailleurs dans notre Royaume un genre de biens, tels que les Fiefs & les Censives, dont les Etablissemens même les plus autorisés pouvoient être contraints à vuidier leurs mains, parce qu'en diminuant par l'acquisition, qu'ils en faisoient, les droits dûs à notre Domaine, ils diminuoient aussi ceux des Seigneurs-particuliers, lorsque les fonds acquis étoient dans leur mouvance, & ils ne pouvoient s'affranchir de cette obligation qu'en obtenant des Lettres d'amortissement, qui ne devoient leur être accordées qu'en connoissance de cause, & toujours relativement au bien de l'Etat; mais ce qui sembloit devoir arrêter le progrès de leurs acquisitions, a servi au contraire à l'augmenter contre l'intention du Législateur, par l'usage qui s'est introduit de recevoir d'eux, sans aucun examen, le droit d'amortissement, qu'ils se sont portés sans peine à payer, dans l'esperance de faire mieux valoir les fonds qu'ils acquéroient, que les anciens Propriétaires. La multiplication des rentes constituées sur des particuliers, a contribué encore à l'accroissement des biens possédés par les Gens de main morte, parce qu'il arrive souvent ou par la négligence du débiteur à acquitter les arrérages de ces rentes, ou par les changemens qui surviennent dans sa fortune, qu'ils trouvent le moyen de devenir propriétaires des fonds mêmes, sur lesquels elles étoient constituées. Ils se sont servis enfin de la voye du Retrait féodal, pour réunir à leur domaine les Fiefs vendus dans leur mouvance. Plusieurs Coutumes à la vérité les ont déclarés incapables d'exercer ce droit; mais le silence des autres donne lieu de former un doute sur ce sujet, qui ne peut être entièrement résolu que par notre autorité. Le meilleur

usage